



PÉROU



D 2153 • Pe6
16-31 mai 1997

MOTS-CLEFS
Pouvoir
Régime autoritaire
Démocratie
Néolibéralisme
Militaires
Terrorisme

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

POUR COMPRENDRE L'ÉNIGMATIQUE FUJIMORI

La prise d'otages faite par le MRTA le 17 décembre 1996 dans l'ambassade du Japon à Lima et l'assaut ordonné personnellement par Alberto Fujimori le 22 avril 1997 ont remis sur le devant de la scène internationale la figure énigmatique du président du Pérou. Sa popularité a tenu jusqu'alors aux succès remportés contre l'hyperinflation et le terrorisme alors que, par ailleurs, l'application d'une politique économique "orthodoxe" conforme aux souhaits du FMI entraînait un phénomène massif de paupérisation. Parvenu au pouvoir en 1990 d'une façon

difficilement prévisible, auteur d'un véritable "auto-coup" d'État en 1992 qui lui permet de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, développant un réseau fondé sur les liens familiaux et l'utilisation des forces armées, Fujimori a presque autant diabolisé les organisations de droits de l'homme que le terrorisme. D'intéressants éléments pour mieux cerner cette énigmatique figure nous sont donnés dans l'article ci-dessous de Guillermo Rochabrún, paru dans *Ideele*, avril 1997, Lima (Pérou)

Qu'est-ce qui rend si particulier le gouvernement d'Alberto Fujimori ? D'une part cette surprenante origine : surgissant pratiquement du néant, il triomphe dans les urnes en 1990 de l'APRA¹ et de Vargas Llosa, et en 1995 de Pérez de Cuéllar. D'autre part ses "succès" dans la stabilisation de l'économie et dans sa lutte contre la subversion, où tous avaient échoué. Enfin, l'approbation générale de sa gestion, en particulier en ce qui concerne les politiques anti-inflationnistes et récessives, mise en oeuvre dans un style profondément autoritaire.

Fujimori a commencé sa carrière politique lors des élections de 1990. La

législation électorale permettait alors à un candidat à la Présidence d'être aussi candidat au Sénat. C'est à ce double titre qu'il prit part à ces élections, souhaitant seulement devenir parlementaire. La situation alors était extrêmement difficile, tant à cause de



la détérioration des institutions politiques qu'à cause de l'avance du Sentier lumineux. Le produit intérieur brut avait "augmenté" en 1988 de -8,3 % à -11,9 % en 1989, et le FMI avait déclaré "inéligible" le pays. Comment Fujimori gagna-t-il ces élections ? c'est une question. Pourquoi n'échoua-t-il pas ou ne devint-il pas simplement une figure décorative en est une autre, puisqu'il est arrivé au pouvoir avec une inhabituelle accumulation de problèmes anciens et nouveaux, sans programme ni équipe, sans contacts ni accords avec le patronat, les organes de négociations, les partis politiques, les moyens de communication, à l'exception des forces armées. Une fois au gouvernement, en contradiction avec sa propre campagne électorale, il assumait l'orthodoxie néolibé-

1. Alliance populaire révolutionnaire américaine, fondée en 1924 par Victor Raúl Haya de la Torre (NdT).

rale, et de manière particulièrement dure. Les mesures d'août 1990 provoquèrent une inflation de 400 % - le prix des combustibles fut multiplié par 30 - et le nombre de Péruviens ayant atteint le seuil critique de pauvreté passa de 9 à 14 millions. Cela aggrava une récession à laquelle échappèrent uniquement quelques activités spéculatives sans grande importance. Peu de temps après, les travailleurs salariés allaient se retrouver démunis de toute couverture légale. Parallèlement l'ouverture du marché se mit en place : libération des prix des services publics et suppression d'autres contrôles, réduction drastique des tarifs douaniers, privatisation des entreprises publiques. Le gouvernement se consacra à satisfaire les créanciers de la dette extérieure et à récupérer la crédibilité perdue.

Un tournant décisif

En août 1992 se produisit un changement décisif de cap avec l'arrestation d'Abimael Guzmán. Cela marqua un déclin drastique de l'activité subversive, mais surtout le Sentier lumineux cessa d'être une menace pour l'État péruvien². L'investissement et le retour des capitaux, la privatisation des entreprises publiques, l'optimisme des investisseurs et de la population en général constituèrent alors un renversement de situation extraordinaire. Dans les deux années qui suivirent (1993-1994) se produisit une "réactivation économique" avec des indices de croissance du PNB de l'ordre de 6,9 % et 12,9 % respectivement. Croissance fondée sur la construction - surtout par le développement des travaux publics provoqué dans l'intention de faire réélire Fujimori - avec l'"effet d'entraînement", qui s'en suivit, croissance fondée également sur la récupération de la farine de poisson. Cependant, aucune modernisation productive ne fut stimulée dans l'industrie. Dès 1995 le FMI exerçait de fortes pressions pour "refroidir" l'économie, préoccupé par le déficit en compte courant aggravé par l'expansion extérieure. Concrètement, le ryth-

me de croissance du PNB est tombé à 6,9 % en 1995, il en est à -1,6 % pour le premier trimestre de 1996 sans que se manifestent des perspectives de renversement de tendance.

En ce qui concerne la politique, le point de fracture se produisit quand, affronté à une coalition parlementaire majoritaire, le 5 avril 1992³ il dissout le Parlement, met sous contrôle le pouvoir judiciaire et d'autres institutions et concentre pratiquement tous les pouvoirs de l'État entre ses mains et celles d'une poignée d'obscurs conseillers, avec un cabinet sans profil propre et une très grande importance accordée au Service national de renseignements. C'est avec cette capacité d'action qu'il a redéfini en permanence les règles du jeu. Ainsi il n'y a pas seulement des lois nouvelles, mais elles sont appliquées rétroactivement et sont modifiées selon les circonstances. C'est le dédain pour la légalité qui caractérise ce régime depuis ses débuts.

Jamais avant ni après, ni même avec la capture de Guzmán, l'appui à Fujimori ne fut aussi haut selon les enquêtes qu'après le coup d'État. Il dépasse alors les 80 %. C'est seulement grâce à la pression internationale que furent organisées des élections parlementaires en novembre de cette année 1992. Les ayant gagnées, une petite majorité promulgua une constitution "faite sur mesure". Il put ainsi se présenter à la réélection en 1995 et être réélu à cette occasion.

Fujimori n'est pas arrivé à la Présidence au moyen d'accords avec une autre force politique. Comment alors a-t-il pu gouverner ? Depuis García la politique antisubversion avait impliqué une présence très forte de l'armée dans la vie nationale, lui laissant exercer directement l'autorité politique sur plus d'un tiers du territoire. D'où de systématiques et graves violations des droits de l'homme. Avec Fujimori il y eut à la fois un durcissement de cette politique et ensuite un changement où l'on s'est efforcé de rapprocher la population des forces armées. Mais aucun autre gouvernement ne s'était autant appuyé sur l'in-

formation et en particulier sur le Service national de renseignements (SIN). En plus de ses tâches habituelles d'espionnage, le SIN réalise des opérations d'intimidation, il sonde également l'opinion publique, agit sur les programmes de radio et de télévision, quand il ne contrôle pas des chaînes entières. Avec tout cela, il pose continuellement des écrans de désinformation, etc.

Les relations avec la presse, sa propre famille, l'Église, les chefs d'entreprise...

En général, la presse écrite et la télévision lui ont montré un clair soutien depuis la mise en place de sa politique économique "orthodoxe". S'il y a beaucoup de voix d'opposition, presque personne n'ose, à la télévision, être incisif avec Fujimori. Par ailleurs le gouvernement exerce des pressions pour limiter les points de vue critiques dans les médias, même si cette pression ne s'avère pas nécessaire. Cependant, comme nous le verrons, l'évolution de l'opinion publique fait preuve d'une autonomie surprenante.

Dans son rapport à la société, Fujimori s'en remet à des descendants de japonais, en commençant par sa propre famille. Réfractaire aux organisations politiques, le critère est devenu la loyauté personnelle - bien que ce ne soit pas par la loyauté qu'il restera dans les mémoires -, d'où l'importance des "liens du sang". C'est ainsi que Yoshiyama sert de lien avec les membres haut placés des colonies de descendants japonais, chinois et juifs. À un autre niveau on trouve l'Opus Dei et les chefs d'entreprise qui lui sont liés, et leur influence élitiste, technocratique et autoritaire. Cependant, malgré sa tradition conservatrice, la hiérarchie catholique a des relations difficiles avec le gouvernement, d'abord à cause du contrôle de la natalité, ensuite à cause de la position de l'Église respectueuse de la légalité. Fujimori a pu affronter sans dommage cette institution si révéérée par la population péruvienne.

Sauf quelques exceptions, la majorité parlementaire est composée de figures falottes, capables de soutenir n'importe

2. Cf. DIAL D 2084 pour une mise au point plus récente sur la situation du Sentier lumineux (NdT).

3. Cf. DIAL D 1687 (NdT).

te quel projet ou action demandé par l'exécutif. Beaucoup de parlementaires ainsi que d'importants conseillers ministériels dirigent diverses affaires favorisées par le pouvoir que donne la fonction parlementaire. Mais ce ne sont pas ces intérêts qui définissent les actions du gouvernement.

On peut dire de même des grands lobbies. Selon une enquête, entre 1990 et 1993 "le gouvernement appuyé par les associations patronales, soutenu également par les organismes multilatéraux, opta pour ne pas modifier le système des prix relatifs... quelques soient les revendications à ce sujet". Entre le gouvernement et les chefs d'entreprise existe une "relation asymétrique dans laquelle les initiatives sont entièrement décidées par l'exécutif, sans qu'il y ait un contrôle. La personnalisation supplante l'esprit institutionnel"⁴.

En somme le gouvernement suit sa propre route qui coïncide avec celle du FMI ; le secteur privé l'appuie, surtout par peur du passé et non sans réticences, mais ne lui donne pas d'ordres. Fujimori s'est appuyé sur des personnalités du patronat sans que ce lien implique un engagement organique. Il est exagéré de parler de coalition, si on ne précise pas le fonctionnement interne. De même, il y a un lien profond avec les forces armées, mais, sauf sur le plan militaire, ce sont elles qui obéissent à Fujimori et non le contraire. Pour le moment, il n'y a pas de groupe militaire ayant un projet pour le Pérou.

Peut-on faire confiance aux enquêtes sur le gouvernement ? Comme il faut s'y attendre, leurs résultats coïncident avec ce que tout le monde peut constater dans les rues : Fujimori reçoit un appui général et non militant de toute la population et sur tout le territoire. On peut noter cependant le déclin de ce sentiment ces derniers temps. Mais sur quoi repose cette approbation ?

Le scénario actuel ne se comprend pas sans le quasi-abandon - au moins dans

la pratique - des activités syndicales et autres organisations professionnelles, si importantes depuis les années soixante jusqu'à la fin de la décennie passée. Cela est dû à une crise économique profonde et prolongée, ensuite au harcèlement du Sentier lumineux et du MRTA, et à la réduction de la protection légale des travailleurs, ainsi qu'au retrait de l'État dans les relations salariés-patronat. Un autre facteur est l'incapacité croissante des syndicats - depuis la fin des années soixante-dix - à répondre aux demandes sociales. Le résultat est que beaucoup de secteurs ont affronté leurs problèmes soit en faisant appel aux liens primaires, aux réseaux informels, Églises, ONG, soit individuellement ; mais en tout cas en dehors des réseaux organisés et officiels.

Dans ce contexte les partis ont perdu la fonction qu'ils avaient, et cela apparaît sur le plan électoral : si en 1980 les trois forces les plus importantes - sans compter la gauche - additionnaient 80 % des votes, en 1995, en incluant cette dernière, ils réunissent seulement 9,2 % (IU⁵ a disparu après avoir fait 0,57 %). Cependant ce qui ressort de tout cela n'est pas tant l'anomie, excepté dans les secteurs de la jeunesse -, ni le découragement, comme au début des années quatre-vingt-dix. Si la pauvreté absolue a fini par toucher 68 % de la population, un certain optimisme s'est clairement manifesté dans les secteurs populaires, au moins jusqu'à la fin de l'an passé.

Les deux raisons majeures de la popularité de Fujimori

Un tel paradoxe est dû - dans le contexte que nous avons décrit - à la quasi-disparition des deux problèmes qui avaient créé une interminable angoisse quotidienne : l'hyperinflation et le terrorisme. Mais il ne s'agissait pas d'une pauvreté séculaire et figée ou d'une violence institutionnalisée où chacun aurait assumé, convaincu, une position à l'intérieur du conflit. La violence du Sentier lumineux a été étrangère à la grande majorité du pays, en particulier aux habitants des quartiers pauvres des villes : ils n'avaient

pas le moindre envie de s'engager dans le projet de Guzmán et ce dernier leur créait de grands problèmes avec la police et les forces armées. Il en était également ainsi quand leur attitude face à la violence du Sentier lumineux ne se limitait pas à une simple condamnation ou à un simple rejet :

"(...) Un vaste secteur manifeste une attitude de compréhension devant l'usage de la violence de la part des "autres" lorsqu'ils l'utilisent pour se "faire entendre" (...), ce qui indiquerait une certaine acceptation de la violence : déléguée aux autres mais pas acceptée pour soi-même. Dans la violence exercée par les autres contre les élites, les habitants des quartiers pauvres paraissent laisser libre cours aux sentiments d'hostilité et de mécontentement accumulés envers les riches, les politiciens et les autorités"⁶. En soi, la conséquence de l'hyperinflation n'a pas été la simple pauvreté mais un appauvrissement interminable qui interdisait toute possibilité de penser à l'avenir. En stabilisant les prix, Fujimori a obtenu pour un moment que les gens vivent la pauvreté avec tranquillité, en sachant que demain ils pourraient continuer à compter avec les ressources d'aujourd'hui, et peut-être un peu plus. Ce climat a à voir également avec un certain sens commun "néolibéral", présent dans la population au moins depuis Alan García : l'idée que, jusqu'à un certain point, il vaut mieux travailler à son propre compte qu'être salarié.

L'opposition explique la réélection de Fujimori par les ressources politiques et économiques qu'il a manipulées, mais tous les gouvernements ont disposé de moyens similaires : pour se maintenir au pouvoir ils ont inauguré des chantiers, ils ont distribué des aliments et des dons divers. Mais depuis Leguía et sauf quand Odría a incarcéré le candidat de l'opposition en 1950, ils ont toujours échoué. L'électorat a réélu Fujimori parce qu'à ses yeux il a affronté avec efficacité les deux problèmes cruciaux ; ils ont ressenti les

4. Manuel Castillo et André Quispe, Grupos de Interés Empresariales y Ajuste Estructural : Transición, Adaptación y Conflicto Económico (1990-1993) (ms), p. 84 et 125.

5. Gauche unie (NdT).

6. Jorge Parodi et Walter Twanama : "Los Pobladores, la Ciudad y la Política : Un Estudio de Actitudes", dans J. Parodi (ed) : Los Pobres, la Ciudad y la Política, p. 75, CEDYS, Lima, 1993.

resultats d'une politique et non d'un stratagème destiné à occulter des échecs. Réalisations et cadeaux couronnaient les succès mentionnés. Certains cependant prétendent que Fujimori est soutenu par la population à cause de son autoritarisme. Mais ceci n'expliquerait pas le refus de ses mesures les plus autoritaires : le rejet écrasant (87 % selon APOYO) de la loi d'amnistie, en juin 1995. Elle annulait les procès de tous les militaires accusés de violations des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Excepté le terrorisme, rien n'a été aussi diabolisé par Fujimori que les organisations des droits de l'homme. L'autoritarisme pardonne aveuglement à ceux qui ont combattu la subversion. Mais il s'est passé tout le contraire. Et cependant, le même mois la cote de popularité de Fujimori était de 76 %. Sa courbe montre qu'elle repose sur une expérience réfléchie. Fujimori est le contraire d'un leader charismatique.

Le panorama politique est marqué par la surprenante contraction électorale

des partis - malgré l'intérêt continu de la population pour la politique. Un premier symptôme en a été la diminution du "vote captif" : depuis 1980 les votes ont beaucoup fluctué d'une élection à une autre et cela parce que, comme nous disons, les gens ont dû compter sur leurs propres forces pour s'en sortir, sans l'État ni les politiques. Cette expérience s'est traduite par le soutien apporté à des candidats qui, à la différence des "politiciens traditionnels", ressemblaient à n'importe quel citoyen : Barrantes, Belmont (le premier indépendant victorieux), ensuite Fujimori.

"C'est l'identification, non l'admiration ou la contemplation qui est la clé du changement dans la vie politique du Pérou. On ne vote plus pour ce que quelqu'un offre mais pour ce qu'il est. (...) En projetant leurs propres vertus ou défauts, les Péruviens émettent un vote de proximité et d'identification. C'est à cause de cela qu'est dévalué

"le politique" en tant que réalité éloignée de la vie quotidienne."

L'avenir verra peut-être en Fujimori celui qui a assumé le "sale travail" que personne n'osait faire pour relancer un développement capitaliste bloqué, et qui pour cela a dû écraser tout ce qui se dressait sur son passage : anciens alliés, lois - Constitution comprise -, principes. Sur le long terme, une époque s'achève au milieu de changements dont nous ne parvenons pas à comprendre la profondeur. Pour ce gouvernement aussi s'ouvre une nouvelle époque, dans laquelle il ne pourra plus justifier ses actes en appelant à la lutte contre le terrorisme et l'inflation. Presque détachées des vieux partis, les figures et les forces de l'opposition ont une chance, pour la première fois depuis ces six dernières années, de constituer une opposition structurée et d'assumer l'initiative politique. Le pourront-elles ?

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

7. José María Salcedo : *Terremoto : Por qué ganó Fujimori ?*, p. 71, Editorial Brasa, Lima, 1995.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.